

travaille temporairement sous un nom de guerre au ministère des Munitions et de l'Approvisionnement. Les problèmes soulevés par les relations avec la France et le mouvement de la résistance s'accrurent lorsque les îles Saint-Pierre-et-Miquelon, situées à un endroit stratégique près de la route de convoi vers l'Europe occidentale, passèrent sous la juridiction de Vichy. Le chapitre 2 montre la complexité des relations avec la France à compter du 10 septembre 1939 jusqu'au 7 décembre 1941 tandis que le chapitre 3 traite de la question des îles Saint-Pierre-et-Miquelon de juin 1940 au 7 décembre 1941.

Par suite de l'invasion allemande, nombre de gouvernements européens cherchèrent refuge à Londres comme gouvernements en exil. Pour sa part, le Canada offrit asile aux membres des familles royales des Pays-Bas et du Luxembourg et accorda, sous diverses formes, une aide militaire à huit de ces gouvernements ainsi que le montre le chapitre 4. Le chapitre 5 porte sur les problèmes que la guerre a engendrés dans divers pays, allant de la réaction du Canada face à la dure épreuve de la Finlande au cours de l'hiver de 1939-1940 à l'évolution des relations canado-soviétiques après l'entrée de l'URSS dans la guerre. Ce chapitre contient également des documents portant sur les accords commerciaux que le Canada a signés avec cinq pays d'Amérique latine.

Les deux derniers chapitres décrivent le rôle du Canada dans les événements qui ont conduit au déclenchement de la guerre avec le Japon. Pour le pays, les considérations d'ordre économique étaient les plus importantes et en tant que l'un des principaux exportateurs de matières premières stratégiques, il joua un rôle important dans les décisions prises en 1940 et 1941 de refuser au Japon l'accès à ces matières sous contrôle des Alliés ou des États-Unis. Le Canada avait pour principe de suivre les mesures prises par les États-Unis et la Grande-Bretagne et d'éviter autant que possible tout acte de provocation susceptible de lancer le Japon dans la guerre. Cette possibilité se faisant de plus en plus imminente en 1941, le principal souci du gouvernement était de veiller à ce que le Commonwealth n'ait pas à lutter contre le Japon sans l'aide des États-Unis.

Le Canada ne participa pas directement aux négociations qui ont eu lieu entre les États-Unis et le Japon à l'automne de 1941 et le peu de communications ne manqua pas de faire parfois sentir à ses diplomates qu'ils étaient laissés pour compte. A Tokyo, le Canada n'avait pas le sentiment, comme à Washington, d'être en marge des négociations, préoccupé qu'il était jusqu'à la veille même de la guerre de conserver un statut distinct quoique égal auprès de ses alliés du Commonwealth, et plus particulièrement avec la Grande-Bretagne. L'attaque de Pearl Harbor par les forces japonaises mit brusquement fin à cette diplomatie difficile et de plus en plus stérile. Cette attaque soulageait en quelque sorte le gouvernement et la population canadienne: les États-Unis étaient maintenant entrés dans le conflit et le Commonwealth n'avait plus raison de craindre d'affronter seul le Japon.